

Les mesures pour la Fonction Publique :
Serrez vous la ceinture ;
Réduisez vos jours de RTT ou de congés ;
Coltinez-vous le travail des agents partant à la retraite.

La coupe est pleine !

À l'appel de la CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, Solidaires et CFTC

Tous en grève le 20 novembre !
Manifestation à 13h30 Place d'Italie

SOS pouvoir d'achat ! → → →

→ Perte de 6,39% de notre pouvoir d'achat
Entre 2000 et août 2007, le point d'indice majoré est en retard de 6,39% sur l'évolution des prix (INSEE) ;

→ Depuis 1986 les débuts de carrière se rapprochent de plus en plus du SMIC et le tassement de l'amplitude de la grille indiciaire est considérable.

Position des 1ers et derniers échelons des grades types par catégorie, en % par rapport au SMIC

		1986 (% SMIC)	2006 (% SMIC)
Catégorie C Echelle 4	1 ^{er} échelon	+ 15%	+ 0%
	Dernier échelon	+ 47%	+ 26%
Catégorie B 1 ^{er} grade	1 ^{er} échelon	+ 24%	+ 4%
	Dernier échelon	+ 95%	+ 66%
Catégorie A 1 ^{er} grade	1 ^{er} échelon	+ 63%	+ 25%
	Dernier échelon	+206%	+ 123%

→ Hausse brutale des prix de consommation courante : pain + 16,6%, fruits + 31% ; loyer + 3,5%, carburant + 52,4%...

Mesures annoncées : la dèche !

→ Le gouvernement prétend que le pouvoir d'achat des fonctionnaires augmente (!).

→ Il refuse de discuter sur l'augmentation du point d'indice pour permettre une valorisation salariale pour tous.

→ Il annonce des petites mesures pour une minorité des agents (voir au verso).

▶ Prime pour l'année 2007 pour les agents au sommet du grade de la catégorie A et B (moins de 2% des agents) ;

▶ Quelques heures supplémentaires pour un nombre très limité d'agents.

→ Il propose un « pacte service public 2012 » avec « moins de fonctionnaires » et « une nouvelle politique salariale pour reconnaître les mérites » (attribution plus sélective d'augmentations moins nombreuses).

On veut nous faire croire que la solution est l'individualisation de salaires et de carrières.

C'est une voie très aléatoire, accessible à une minorité et très peu payante.

Notre force est l'action collective.

« Travailler plus pour gagner plus » Une mesure dangereuse, qui ne profitera (et peu) qu'à quelques-uns

Un récent décret précise les mesures d'exonération fiscales et de réduction de cotisations pour les fonctionnaires et non-titulaires réalisant des heures supplémentaires.

→ Ne sont concernées que certaines heures supplémentaires.

→ Contrairement au privé, elles sont défiscalisées à hauteur de 13,75 % au lieu de 21 %. Décidément le gouvernement n'aligne le public sur le privé que dans un sens !

→ Cette mesure constitue une véritable arnaque pour les salariés. C'est l'employeur qui décide des heures supplémentaires et très souvent qui oblige les agents à les récupérer.

→ Les heures supplémentaires inciteront à ne pas embaucher.

→ C'est une mesure ciblée, visant une minorité et génératrice d'inégalités entre agents. Elle est proposée à la place d'une politique de maintien et de progression du pouvoir d'achat.

→ Enfin, ce type de mesures ne fait qu'aggraver le « trou » de la sécurité sociale et des caisses de retraite.

Au titre de 2007, et uniquement pour les agents titulaires d'un compte épargne temps (CET) Une « indemnité » pour 4 jours maximums de repos non pris (RTT ou congés).

→ Indemnité forfaitaire, non liée à l'indice et imposable.

→ Attention, danger ! Cette mesure remet en cause les 35 heures. Aujourd'hui sous la forme du « volontariat » demain on pourra vous obliger à travailler plus pour raison de service.

Nouvelle prime en décembre pour les agents au sommet du grade (moins de 2% du personnel) de la catégorie A et B (700 € brut pour la catégorie A et 400€ pour la catégorie B). Rien pour la catégorie C !

La CGT propose :

→ Rattrapage immédiat de la perte du pouvoir d'achat par une revalorisation du point d'indice d'au moins 6 %.

→ Une refonte ambitieuse des grilles indiciaires avec la garantie d'un doublement de traitement entre le début et la fin de carrière.

→ La reconnaissance et l'harmonisation des qualifications ;

→ Le déblocage des carrières et des promotions ;

Il y a de l'argent pour financer les services publics

De l'argent il y en a. La France est un pays riche. Le problème est que cette richesse est de plus en plus concentrée entre les mains d'une minorité !

→ 70% du « paquet fiscal » (15 milliards d'euros) ont été mis dans la poche de 20% des foyers le plus favorisés.

→ 100 millions d'euros ont été dégagés pour tripler le budget de l'Elysée et plus que doubler le salaire du Chef de l'Etat.

→ En 2006, les revenus des patrons ont progressé avec, pour les 50 mieux payés, un revenu moyen de 3,8 millions d'euros, soit l'équivalent de 316 années du salaire d'un agent de catégorie C en début de carrière.

14 Novembre : grève reconductible dans les transports, à EDF-GDF...

IIS ONT RAISON !!!

Ils défendent leur retraite, mais aussi la nôtre !

La suppression des régimes spéciaux, ne modifiera pas l'équilibre financier de la branche retraite de la Sécurité Sociale.

L'acharnement contre les régimes spéciaux a un seul objectif : avoir les mains plus libres pour entamer la 3^{ème} réforme des retraites prévue en janvier 2008.

→ Remise en question de la retraite à 60 ans : Allonger la durée de cotisations pour tous pour passer de 40 à 41 puis à 43 annuités !

→ Base de calcul de la retraite pour la fonction publique : les 25 dernières années au lieu des 6 derniers mois aujourd'hui : Une baisse considérable du taux des pensions !

Il est donc clair qu'il va s'agir en fait de **TRAVAILLER PLUS LONTEMPS POUR GAGNER MOINS !**

Les salariés des régimes spéciaux défendent avec détermination la diminution drastique de leurs revenus lorsqu'ils seront en retraite.

Le 20 novembre, les fonctionnaires défendront, eux aussi, le maintien du niveau de leurs retraites.

Paris, le 12 novembre 2007

